



PREVIOS

Réseau prévention violence
et orientation santé

Lettre PRÉVIOS - Juin 2011 (n°20)

Lettre d'Information du Réseau Prévention Violence et Orientation Santé de Midi-Pyrénées,
6 rue Pétrarque 31000 Toulouse ; Tél. 06.38.26.78.22 / Fax. 05.31.60.38.10
Courriel : assocprevios.secretariat@yahoo.fr

AU SOMMAIRE

- ✓ FORMATION PREVIOS
- ✓ AUTRES ACTIVITES PREVIOS
- ✓ PRISES EN CHARGE
- ✓ VU SUR INTERNET
- ✓ EVENEMENTS VUS SUR LE BLOG
- ✓ FORMATIONS EN REGION
- ✓ OUTILS
- ✓ PUBLICATIONS
- ✓ COUPON ADHESION

Chers collègues, chers lecteurs,

Vous êtes plus de 1800 personnes à recevoir des informations actualisées du Réseau PREVIOS

Si vous souhaitez soutenir la poursuite de ce travail, vous pouvez adhérer à l'association PREVIOS ou réaliser un do.
(cotisation annuelle individuelle 10 € / collective 30 €).

En vous remerciant de votre soutien

[Bulletin "adhésion" ou "Don"](#)

Pour recevoir cette lettre ou y publier des évènements, merci d'en faire la demande au mail ci-dessus.



Cette lettre bénéficie du soutien financier de l'Agence Régionale de santé de Midi-Pyrénées

FORMATION PREVIOS

Formation "Violence de couple et grossesse »

Toulouse (31), 8 et 9 décembre 2011

Public : professionnels de périnatalité (professionnels de santé et autres).

Formulaire d'inscription : voir. Contact : preventionviolence@yahoo.fr

Séminaire « Enfant témoin de violences conjugales »

***** NOUVEAU *****

Toulouse (31), 4^e trimestre 2011

Public : professionnels de santé et autres

Contact : preventionviolence@yahoo.fr

AUTRES ACTIVITES PREVIOS

Sensibilisations

Thématique Violence et Santé

Le réseau PREVIOS peut réaliser des actions de sensibilisation et aide à la prise en charge pluridisciplinaire sur la thématique violence et santé. Vous faites partie d'un collectif de professionnels (groupe de pairs, association professionnelle), vous pouvez nous solliciter : preventionviolence@yahoo.fr.

Pratiques professionnelles et violence

Restitution de l'enquête Violence et Santé

L'association PREVIOS restitue en région les résultats de l'enquête « Violence et Santé » menée auprès de 7200 médecins de la région. Publics visés : établissements et professionnels de santé, associations professionnelles médicales, UAV/CPV et leurs partenaires, etc. (pour plus d'information : preventionviolence@yahoo.fr).

Actions CPV/UAV de Midi-Pyrénées

Staff mensuel en Haute Garonne

Animation d'une réunion entre la CPV 31 et ses partenaires ; réunion ouverte aux professionnels souhaitant échanger sur une situation de violence. Prochaine réunion : 12 septembre 2011, 15h. Pour plus d'information : prevention.violence@chu-toulouse.fr.

Rapport d'activité CPV31 (2009)

Aide à l'analyse de l'activité de la consultation

Rapport : voir

PRISES EN CHARGE

Addictions

Relais addictologie

(voir carte de France)

Changement adresse - Passages Réseau Addictions 31

11, rue des Novars 31300 Toulouse

Tel-fax : 05 34 55 97 75

Port : 06 17 26 83 56

Courriel : pra.31@orange.fr

Site : www.pra31.fr

Prises en charge enfants

Fratries en deuil

« Le Réseau Enfant-Do et le Service Universitaire de Psychiatrie de l'Enfant et de l'Adolescent mettent en place, grâce au soutien de la Fondation APICIL, des groupes pour les enfants endeuillés de parents. Deux thérapeutes animeront, à partir de septembre 2011, ces ateliers mis dans le but de favoriser l'expression des sentiments et des émotions liés à la perte. Pour prendre rendez-vous ou avoir des renseignements complémentaires, contacter le 05 61 77 80 54. Courriel : Histoiredenparler@hotmail.fr. Un site internet spécialement dédié Histoire d'en parler sera en service à partir de mi-juin ».

Soins palliatifs

Midi-Pyrénées : (voir)

France (voir)

VU SUR INTERNET

Recommandations de bonnes pratiques

Vu sur le site de la Haute Autorité de Santé (<http://www.has-sante.fr>)

EXTRAIT

Communiqué de Presse sur l'inceste du 1 juillet 2011

« Victimes d'inceste : mieux repérer pour mieux protéger », la Haute Autorité de Santé s'engage avec les professionnels de santé pour lutter contre ce fléau occulté (voir)

Certificat médical initial concernant une personne victime de violences

Etude en cours - 16/4/2010

Note de cadrage de recommandations de bonne pratique : "Repérage et signalement des violences sexuelles intrafamiliales chez l'enfant" (voir) - 16/4/2010

Objectifs : Cette note de cadrage présente le projet de recommandations de bonne pratique (RBP) sur le thème « Repérage et signalement des violences sexuelles intrafamiliales chez l'enfant », qui est en cours de réalisation par la HAS (service des bonnes pratiques professionnelles).

Les recommandations prévues auront donc pour objectifs de :

- favoriser un repérage précoce des violences sexuelles intrafamiliales, car plus la prise en charge des victimes est rapide à toutes les étapes, plus elle est efficace,
- rappeler le contexte réglementaire, parfois mal connu des professionnels et qui peut être source de retard dans le signalement,
- former et informer les professionnels sur ce sujet parfois encore considéré comme tabou et favoriser les échanges interdisciplinaires.

Les recommandations viseront à aider les professionnels de santé à détecter et à instaurer la prise en charge en cas de suspicion de violence sexuelle intrafamiliale chez un enfant. Elles ne développeront ni les éléments diagnostiques pour confirmer ou infirmer la maltraitance sexuelle, ni les modalités de prise en charge en cas de confirmation diagnostique.

Résumé : Les violences sexuelles chez l'enfant, au-delà du drame de société, constituent un important problème de santé publique si l'on prend en compte la fréquence des souffrances et des conséquences médico-psychologiques, psychiatriques et sociales pour les victimes à court, moyen et long terme. Les maltraitements sexuelles incitent les professionnels de santé à un décloisonnement de leurs pratiques puisque s'impose un travail en partenariat et en réseau avec l'école, les services socio-éducatifs, les associations, mais aussi la justice et la police. Particulièrement, les violences sexuelles intrafamiliales ou domestiques doivent être pour les acteurs de santé une préoccupation centrale, dans la mesure où elles sont encore plus cachées et touchent les personnes les plus fragilisées.

Les recommandations porteront sur le seul repérage des violences sexuelles intrafamiliales chez l'enfant. Ce repérage peut porter sur une situation récente et toujours présente ou sur une situation plus ancienne, voire parfois terminée au moment du repérage. Toutes ces situations entraînent des traumatismes importants chez l'enfant qu'il est nécessaire d'identifier même à distance. Cependant l'expression de ces

traumatismes et les modalités de repérage pouvant être différentes entre l'adulte et l'enfant, ces recommandations ne concerneront que le repérage chez l'enfant. Les autres maltraitances ou agressions sexuelles en dehors du cadre familial seront exclues.

Demandeur : Direction générale de la santé

Déroulement du travail :

- Début de l'étude : avril 2009

- Avis du Comité de validation des recommandations sur le cadrage : juin 2009

Validation de la note de cadrage par le Collège de la HAS : juillet 2009

- Fin prévue : juin 2010

- Publication prévue : septembre 2010

Méthode de travail : la méthode "recommandations pour la pratique clinique" sera utilisée.

Patients concernées : enfants jusqu'à 18 ans

Professionnels concernés : médecins généralistes, urgentistes, médecins et infirmières scolaires, psychiatres et pédopsychiatres, pédiatres, médecins de PMI, psychologues, Infirmières, puéricultrices, sages-femmes, gynéco-obstétriciens, médecins spécialisés en addictologie, travailleurs sociaux et éducateurs

Recommandation de bonne pratique - 31/12/2009

Violences faites aux femmes

Plan de lutte contre les violences faites aux femmes 2011

EXTRAIT (voir)

« Action 13 : Veiller, via les ARS, à l'intégration systématique de la problématique des violences dans le plan régional de santé.

Constat : La loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires (loi H.P.S.T) a considérablement modifié le contexte de la mise en œuvre de la politique régionale de santé, avec la création d'une agence régionale de santé. Il importe que les problématiques liées aux conséquences sanitaires des violences au sein du couple (santé des femmes, enfants exposés, enfants à naître...) continuent d'être inscrites dans les priorités des ARS. Des crédits devront en outre être réservés et fléchés pour le financement des actions entrant dans ce champ, a minima, en compensation des crédits antérieurement mobilisés par les GRSP.

Veiller au « fléchage » d'actions et de crédits spécifiques sur ces thématiques.

Pilote : Santé ; Acteurs : Santé ; solidarités et cohésion sociale, DGCS (SDFE) réseau territorial aux droits des femmes ; Calendrier : A déterminer avec le ministère de la santé."

Guatemala - Stop aux violences et aux homicides qui touchent les femmes (Voir)

Première campagne contre le viol conjugal - 2011

Collectif Féministe Contre le Viol (CFCV)

Voir le film 30'' (voir)

Viols correctifs

Le Monde.fr

- Pétition de l'organisation internationale Avaaz réclamant la condamnation publique des viols "correctifs" par les autorités sud-africaines, avait recueilli plus de 900 000 signatures
- Critiqué pour sa complaisance envers ces crimes, le gouvernement sud-africain a annoncé la semaine dernière la création d'un groupe de travail chargé de proposer des mesures permettant de lutter contre ces agressions (Voir).

Colloque de Gynécologues Sans Frontières à Nancy, 5 février 2010

- Allocution de Madame La Secrétaire d'Etat chargée de la Famille et de la Solidarité (voir)
- Violences sexuelles. Expérience du Pôle Régional (voir)
- Violences conjugales. Epidémiologie et cycle de la violence (voir)
- Violences conjugales. Conséquences chez la femme (voir)
- Table ronde (voir)

Site québécois proposant un test pour évaluer les violences dans le couple pour les adolescentes ([voir](#))

"Toute inégalité est violence", Toulouse, 25 novembre 2010

Évènement organisé par le Conseil Régional de Midi-Pyrénées ([voir](#))

Violences intrafamiliales

In LOI no 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure

La lutte contre les violences aux personnes est une préoccupation majeure, tant elle paraît difficile à mener, du moins pour certaines composantes de cet agrégat. C'est le cas, notamment, des violences intrafamiliales sur lesquelles les services de police ou de gendarmerie n'ont qu'une influence minime, dès lors qu'elles se déroulent dans l'intimité du foyer familial et qu'elles ne font pas l'objet d'un signalement. C'est en améliorant les conditions d'accueil dans les commissariats et les brigades et en aidant et accompagnant celles et ceux qui ont le courage de briser la loi du silence qu'on parviendra à améliorer la prévention de ces comportements et à être plus efficace dans la répression des auteurs de ces actes de maltraitance. La mise en place, en octobre 2009, de brigades de protection de la famille vise à mieux faire face à ces situations difficiles qui touchent les publics particulièrement vulnérables comme les femmes battues, les mineurs victimes de violences et les personnes âgées maltraitées.

Des professionnels soutenus dans leur vie professionnelle et privée...

In LOI no 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure

La gendarmerie s'est dotée d'un dispositif de soutien psychologique placé au niveau central, compétent sur la totalité du territoire national. Compte tenu de la montée exponentielle des besoins exprimés par les unités opérationnelles, la gendarmerie étudiera la nécessité de créer une chaîne territoriale de soutien psychologique de proximité dont la vocation sera d'assurer le suivi des personnels confrontés à des événements traumatiques importants liés au service.

De son côté, la police renforcera l'accompagnement de ses agents dans leur vie quotidienne :

- le nombre de réservations de logements, en particulier pour les policiers affectés en Ile-de-France, aura doublé au terme de la LOPPSI ;
- la création annuelle de 100 places supplémentaires de crèches sur la période 2009-2013, en Ile-de-France, apportera une aide significative à la petite enfance ;
- toutes les familles monoparentales d'Ile-de-France disposent, depuis 2009, d'un chèque emploi-service universel ; ce dispositif pourra progressivement être étendu aux bassins d'emploi rencontrant sur le territoire national une situation identique à celle de l'Ile-de-France.

Association M.o.t.s. (médecins, organisation, travail, santé)

Prévention et prise en charge de l'épuisement professionnel des Médecins, vous pouvez solliciter une consultation 06 08 282 589.

Association d'aide Professionnelle aux Médecins Libéraux (APML)

Médecins libéraux

Tél. 0826 004 580

Mail : aqml@wanadoo.fr

Association Promotion Soins aux Soignants (APSS)

Aide aux Soignants

Mail : apss75@alo.com

Journée maltraitance: l'éthique face à la vulnérabilité

Retour sur la journée d'éthique 2011 au CHU de Nantes

Enregistrements des interventions et les supports de présentation ([voir](#))

Mutilations sexuelles

Lutter contre les mutilations sexuelles (site FHF, 10 février 2011)

« Le CHU-Hôpitaux de Rouen a mis en place une unité spécialement dédiée aux femmes victimes de mutilations sexuelles. Elle offre une prise en charge complète : de la prévention à la réparation chirurgicale en passant par la psychothérapie et les conseils juridiques.

La Haute-Normandie est la 2^e région la plus touchée par les mutilations sexuelles, après l'Ile de France. On estime à 5000 environ le nombre de femmes et de fillettes excisées ou à risque de l'être dans notre région. Au CHU-Hôpitaux de Rouen, une unité spécialement dédiée aux femmes victimes de mutilations sexuelles propose une prise en charge complète : de la prévention à la réparation chirurgicale en passant par la psychothérapie et les conseils juridiques ».

Contact : Rémi HEYM Délégation à la Communication (remi.heym@chu-rouen.fr)

Défenseur des Enfants (<http://www.defenseurdesenfants.fr/>)

Rapport annuel 2010 : Précarité et protection des droits de l'enfant ([voir](#))

Dossier documentaire sur les violences

Réseau Aquitain des Comités d'Education pour la Santé ([voir](#))

Bibliographie violence et santé

ORS-MIP 2003 ([voir](#))

Fondation Copernic (www.fondation-copernic.org)

Viol, la honte doit changer de camp : Pétition

Délinquance infantile

Dépistage

Le collectif Pasde0deconduite réalise un communiqué de presse du 4/11/2010 : « Le dépistage des bébés agités pour prévenir la délinquance, c'est encore et toujours non ! » ([voir](#))

Plan 2010 - 2014 sur la prise en charge sanitaire des personnes détenues

Dossier de presse

Plan d'actions stratégiques 2010-2014 - Politique de santé pour les personnes placées sous main de justice, 28 octobre 2010 ([voir](#))

EVENEMENTS VUS SUR LE BLOG

Retrouvez les événements au jour le jour (www.reseauprevios.fr, [lien blog sur page d'accueil](#))

Les soins dans le cadre judiciaire, approche transversale

Restitution journée CRIR-AVS Région Paca-AVS

Textes et diaporamas visibles sur notre blog ([voir](#))

7th European Congress on Violence in Clinical Psychiatry

19 - 22 October 2011 ([Voir](#))

Décloisonner nos actions pour réussir dans une société en changement

26 au 29 octobre 2011 ([Voir](#))

La prise en charge des auteurs de violences conjugales

FNACAV, 14 jours en 2012-2013 à PARIS ([Voir](#))

Actualités de l'URSAVS et CRISAVS Nord Pas-de-Calais ([Voir](#))

Centre ressources parentalité de l'association Regards

Les relations parents/professionnels dans le soutien à la parentalité ([Voir](#))

Vous souhaitez plus d'information sur les évènements sus décrits ou réaliser un évènement en partenariat avec le réseau PREVIOS :
Contact : Mme DOUSSET, tél. 06 80 61 48 64.
Courriel : assocprevios.secretariat@yahoo.fr

FORMATIONS EN REGION ET AILLEURS

Formation Violence et Grossesse

8 & 9 décembre 2011, Toulouse (Voir)

Formation Enfant exposé à la violence

Novembre 2011, Toulouse (contact : preventionviolence@yahoo.fr)

Prise en charge des auteurs de violence sexuelle

Formations gratuites 2011 (Voir)

Formation CIDFF 31

Violence au travail (Voir) ; Autorité parentale (Voir)

Criminologie renforcée : psychologie criminelle et profilage

Institut de Criminologie de la Faculté de Droit de Toulouse, Université Toulouse 1 Capitole

Objectifs pédagogiques : présentation pratique de l'analyse comportementale et du profilage en tant que techniques d'investigation et de compréhension de l'acte criminel, ainsi que des résultats qu'ils permettent ou ne permettent pas d'obtenir. Organisation pédagogique : entièrement en ligne, enseignements pratiques ; la théorie criminologique n'y apparaîtra pas isolément mais en tant que de besoin pour comprendre et qualifier les faits expérimentaux exposés à partir le plus souvent, d'expérience réelle (études de cas). Public visé : des étudiants aux professionnels (magistrats, avocats, personnels pénitentiaires, Officiers de Police Judiciaire, Conseillers d'Insertion et de Probation, Travailleurs sociaux, Professionnels de santé) et tous ceux qui exercent ou se destinent à un exercice professionnel qui nécessite des apports en criminologie. Conditions d'inscription : pré-requis L3 droit et/ou demande d'autorisation d'inscription sur examen de dossier de candidature. Informations complémentaires : service.foad@univ-tlse1.fr

La prise en charge des auteurs de violences conjugales

FNACAV (www.fnacav.fr / rubrique formation), 14 jours en 2012-2013, Paris

OUTILS

Rubrique outils / www.reseauprevios.fr

Cette page sur le site est le fruit d'un travail de bibliographie et de recensement menée par l'Association PREVIOS visant à permettre l'accès à des travaux, des méthodes et des outils sur la thématique « violence et santé ». Le public visé est principalement celui des professionnels afin de les aider dans leur pratique. Les étudiants et les chercheurs travaillant sur cette problématique y trouveront accès à quelques mémoires ou thèse déjà publiées. Nous remercions les auteurs ayant mis leur travail à disposition de l'ensemble de la communauté. Si vous êtes intéressé à faire connaître travaux et outils, veuillez prendre contact avec l'association : preventionviolence@yahoo.fr.

Consultations de prévention de la violence - Midi-Pyrénées

Plaquettes et affiches

Ces affiches et plaquettes sont utilisées dans les actions de sensibilisation et sont disponibles, dans la limite des stocks disponibles, auprès du réseau PREVIOS (preventionviolence@yahoo.fr).



Vous souhaitez faire connaître vos outils par la lettre du réseau PREVIOS :

Contact : Mme DOUSSET, tél. 06 38 26 78 22.

Courriel : assocprevios.secretariat@yahoo.fr

PUBLICATIONS

Accès au soin

- VIH et commerce du sexe : garantir l'accès universel à la prévention et aux soins Avis du 16 septembre 2010, Conseil National du Sida ([lire](#))

Addiction

- Rapport 2010 de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies. Observatoire européen des drogues et des toxicomanies. 2010/11 ([voir](#))
- [Addictions 81](#) (site d'information Tarnais à l'usage des professionnels et des publics consommateurs ou dépendants et de leur entourage)
- Consommation de substances interdites chez le sportif : étude à l'Antenne Médicale de Prévention du Dopage de Midi-Pyrénées (AMPD-MP) SENARD-OJERO A. et al Antenne Médicale de Prévention du Dopage (AMPD) Midi-Pyrénées du CHU de Toulouse, et al. *Thérapie*. vol 65. n°5. 2010/09-10.

Bientraitance

- Circulaire DGCS/2A n° 2010-254 du 23 juillet 2010 relative au renforcement de la lutte contre la maltraitance des personnes âgées et des personnes handicapées et au développement de la bientraitance dans les établissements et services médico-sociaux relevant de la compétence de l'ARS ([lire](#))
- Promouvoir la bientraitance dans les établissements de santé, Rapport de la mission ministérielle, 2010, 53 pages ([lire](#))
- Qualité-sécurité des soins et bientraitance : démarche d'un hôpital de proximité. GAYTE C. *Revue hospitalière de France*, n°538, janvier-février 2011, PP. 54-56

Criminalité

- Psychologie du meurtrier et moyen du crime : utilité pour l'établissement d'un profil d'auteur inconnu BENEZECH, M. et le département des sciences du comportement (DCS) de la gendarmerie nationale *Journal de médecine légale*, Vol (53) n°6, 2010, PP. 243-249
- La Prévention de la Délinquance des Jeunes, Rapport à Monsieur le Président de la République, Novembre 2010, Jean-Marie BOCKEL, Secrétaire d'Etat à la Justice, 93 pages ([lire](#))
- La criminalité en France : Rapport de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales 2010 ([lire](#))
- Les auteurs d'actes de violences physiques ou sexuelles 2008 et 2009, 24 novembre 2010 - Repères n°14 (<http://www.inhesj.fr/>)
- Les mineurs mises en cause pour crimes et délits non routiers en 2009, 5 octobre 2010 - Repère n°13 (<http://www.inhesj.fr/>)

Détention

- Prisons : de nouveaux murs pour la psychiatrie. BECACHE E. *Infirmière magazine*, n°276, 1er avril 2011, PP. 22-23
- Traitement inhumain et dégradant infligé à une détenue anorexique HABOUBI C. *Revue Droit, déontologie et soin*, mars 2011, vol. 11, n° 1
- L'hospitalisation de personnes détenues atteintes de troubles mentaux AL SHOULI K *Droit, Déontologie et Soins*, septembre 2010, vol. 10, n° 3,
- Violation de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'Homme (anorexie, asthme, syndrome de Munchausen) ([lire](#))

- Le cas des patients en détention DANIEL A., PAULET C. Revue générale de droit médical n° 37, décembre 2010
- Détenu - accès aux soins - maintien en détention - anorexie - article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme
- Condamnation européenne de la France pour ne pas avoir fourni de soins médicaux adéquats à une détenue anorexique RENUCCI J.-F. (C.E.D.H, 21 décembre 2010, n° 36435/07) (Dalloz, 17 mars 2011, n° 11, p. 793 et s.)

Discriminations

- Gens du voyage, atteinte à la dignité et aux droits fondamentaux de la protection sociale DEVERS G. Revue Droit déontologie soin, n° 10, septembre 2010
- Délibération n° 2010-266 du 13 décembre 2010 de la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité relative aux problèmes d'accès à l'assurance ([lire](#))
- C.A. Versailles, 14 décembre 2010 (discrimination fondée sur l'état de santé de la requérante - [lire](#))
- Est discriminatoire le changement d'affectation pour cause de maladie Note de DAUXERRE L. (Cass. Soc., 30 mars 2011, n° 09-71542) J.C.P. social, n° 15, 12 avril 2011

Dompage corporel

- Numéro spécialisé « Droit du dommage corporel », Dossier « Les victimes par ricochet en cas de survie de la victime directe » Gaz. Pal., 18 et 19 mars 2011, n° 77 à 78 SCHELLES R., « Dommage corporel et fratrie » ; CAILLON E., « Réflexions sur l'évaluation médico-légale des victimes indirectes » ; BERNFELD C. et MOORE J.-G., « Panorama de jurisprudence - Indemnisation des victimes par ricochet en cas de survie de la victime directe » ; MOORE J.-G., « Evaluation du dommage corporel et montant des réparations ».

Droits

- Édition 2011 du Guide CISS du représentant des usagers, Collectif inter-associatif sur la santé (CISS, www.leciss.org - [lire](#))
- Les présupposés idéologiques de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme LEVINET M. Petites Affiches, n° spécial, 22 décembre 2010, n° 254, p. 9 et s.
- Droit universel à la compensation de la perte d'autonomie » (www.fhf.fr , [lire](#))
- Les droits de la femme enceinte au travail CHALTIEL F. Petites affiches, 6 janvier 2011, n° 4, p. 5 complémentaire (J.O. du 30 décembre 2010) :
- Loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 (modification des conditions d'accès à l'AME en instaurant un droit annuel de 30 euros pour bénéficier des prestations) - [lire](#)
- Rapport conjoint de l'IGF et de l'IGAS de novembre 2010 intitulé « Analyse de l'évolution des dépenses au titre de l'aide médicale d'Etat » ([lire](#)).

Enfants

- Le préjudice de l'enfant né d'un viol OUCHIA N. Revue Droit, déontologie et soin, mars 2011, vol. 11, n° 1
- Enfant « méchant », l'enfant « mauvais », Un mouvement mélancolique chez l'enfant ? RUIZ L. Editions ERES, 2010 (Collection Psychanalyse et clinique), 296 pages
- L'enfant face à la violence dans le couple Ouvrage sous la direction de SADLIER K. Edition Dunod 2010
- Enfance maltraitée et éducation familiale, textes 1991-2010 DURNING P. Collection Savoir et Formation Série Protection de l'enfance Editions L'Harmattan, 2010, 204 pages.
- Enfants, droits et citoyenneté. Faire émerger la perspective des enfants sur leurs droits LIEBEL M. en collaboration avec P. Robin et I. Saadi. Editions L'Harmattan, 2011, 262p.
- L'égalité des filles et des garçons : Comportements sexistes et violences sexuelles : prévenir, repérer, agir, Paris : DGESCO, 2010, 26 p.
- Rapport d'activité 2010 de la Défenseure des enfants (www.defenseurdesenfants.fr) ([lire](#))

Ethique

- La réflexion éthique au sein des établissements de santé : où en est-on ? GLASSON C. R.D.S.S., novembre - décembre 2010, p. 1102

Handicap

- Le handicap au risque des cultures. Variations anthropologiques GARDOU C. Edition Erès 2010

Hôpital

- Violences et incivilités à l'hôpital : pistes de réflexion et d'actions GUERRIERI F. Revue hospitalière de France, n° 538, janvier-février 2011, p. 72

Inceste

- Action civile : préjudice résultant d'une naissance (*inceste*) Note de M. LÉNA Dalloz, 2010, p. 2365 (lire : [Cass. crim., 23 septembre 2010, n° 09-84108](#))
- Le préjudice résultant d'une naissance à la suite d'un inceste Note de CAYOL A. Petites affiches, 30 décembre 2010, n° 260, p. 9 et s. ; [Cass. crim., 23 septembre 2010, n° 09-84108](#)
- Panorama : Responsabilité civile ; Janvier 2010 - octobre 2010 BRUN P., GOUT O. Dalloz, 6 janvier 2011, n° 1, p. 40 et s. ; ([Cass. crim., 23 septembre 2010, n° 09-84108](#) et [n° 09-82438](#)) :

Grossesse

- Décès maternels, rétrospective sur une période de 22 ans (1987-2009) CHARLIER P. et al. La Revue de Médecine Légale 2011;2:32-36
- Résolution législative du Parlement européen, du 20 octobre 2010, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil portant modification de la directive 92/85/CEE du Conseil, concernant la mise en œuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleuses enceintes, accouchées ou allaitantes au travail ([lire](#))
- Ethnic disparity in severe acute maternal morbidity: a nationwide cohort study in the Netherlands DUVEKOT J.-J. and al Eur J Public Health 2011 21: 229-234
- Prévention des grossesses non prévues chez les jeunes en France : pour une double protection des premiers rapports sexuels ? BELTZER N., et al. Revue d'Epidémiologie et de Santé Publique. vol 59. n°1. 2011. 15-21

Guide

- Guide méthodologique des coopérations territoriales, ARNAULT A. et al., DGOS, Ministère du travail, de l'emploi et de la santé, 2011, 92 pages.

Inégalités

- How health systems can address health inequities linked to migration and ethnicity ([voir](#))
- How health systems can address inequities in priority public health conditions: the example of tuberculosis ([voir](#))
- Poverty, social exclusion and health systems in the WHO European Region ([voir](#))
- How health systems can accelerate progress towards Millennium Development Goals 4 and 5 on child and maternal health by promoting gender equity ([voir](#))
- How health systems can address health inequities through improved use of Structural Funds ([voir](#))
- Rural poverty and health systems in the WHO European Region ([voir](#))
- Cross-border health care in the European Union. Mapping and analysing practices and policies ([voir](#))
- WHO/HBSC Forum 2009. Socio-environmentally determined health inequities among children and adolescents. Summary of outcomes, background papers and country case studies ([voir](#))
- The impact of health and health behaviours on educational outcomes in high-income countries: a review of the evidence ([voir](#))
- Putting our own house in order: examples of health-system action on socially determined health inequalities ([voir](#))

Médecine légale

- Médecine légale : coût des autopsies et des levées de corps CHEVALIER-LINDOULSI C.; BENALI L.; VIGUIER J.-M.; and al *Gestions hospitalières*, n°502, janvier 2011, PP. 38-43

Médicament

- Prescription Drugs Associated with Reports of Violence Towards Others THOMAS J. MOORE and al. *Plos One* ([lire](#))

Mortalité

- Income inequality, trust and homicide in 33 countries ELGAR F.-J. and al Eur J Public Health 2011 21: 241-246
- Child home injury mortality in Europe: a 16-country analysis SENGOELGE M. and al Eur J Public Health 2011 21: 166-170

Observatoire

- Publication des résultats 2010 de l'Observatoire de la sécurité des médecins ([voir](#))
- Bilan national des remontées des signalements d'actes de violence en milieu hospitalier Observatoire National des Violences en milieu Hospitalier, février 2010 ([voir](#))
- La sécurité routière en Midi-Pyrénées. Bilan 2009. Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement de Midi-Pyrénées. Observatoire Régional de la Sécurité Routière. 2010/10. ([voir](#))
- La criminalité en France : Rapport de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales 2010 ([lire](#))
- Rapport 2010 de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies. Observatoire européen des drogues et des toxicomanies. 2010/11 ([voir](#))

Personnes âgées

- Rapport de la mission sur la maltraitance financière à l'égard des personnes âgées dans les établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux KOSKAS A et al. pour le Médiateur de la République, Jeudi 3 février 2011

Préjudice

- La Cour de Cassation définit le préjudice sexuel Note de P. JOURDAIN P. RTD civ., 2010, p. 562 ; Cass. civ. 2ème, 17 juin 2010, n° 09-15842

Prévention

- Cost-effectiveness research on preventive interventions: a survey of the publications in 2008 VAN GILS P.-F. and al. Eur J Public Health 2011 21: 260-264
- Addressing the Intersection: Preventing Violence and Promoting Healthy Eating and Active Living, Prevention Institute with funding from Kaiser Permanente, 2010 ([lire](#))

Projet personnalisé de soin

- Inégalités sociales, de santé du constat à l'action. Intérêt de la mise en place d'un accompagnement personnalisé pour la réduction des inégalités sociales en cancérologie. DEJARDIN O. Revue d'Epidémiologie et de Santé Publique. vol 59. n°1. 2011. 45-51.

Protection

- Le rôle du médecin dans le nouveau droit des majeurs protégés BLIN B. RGDM, n° 37, décembre 2010, p. 263 et s.

Santé

- Violence et santé, autopsie d'un plan de santé publique M. GIGNON, O. JARDE, C. MANAOUIL, Santé Publique 2010,22,6:685-691
- Violences et santé en France : état des lieux, Ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité, 2010, 295 pages
- Violences et santé en France : état des lieux, BECK F. et al. La Documentation française, 2010

Santé mentale / Suicide

- Hospitalisation sous contrainte, les bonnes pratiques sont conformes à la Constitution» DEVERS G. Revue Droit, déontologie et soin, mars 2011, vol. 11, n° 1 ;
- L'initiative de l'hospitalisation d'office : un pouvoir partagé au service d'un contrôle sanitaire et social renforcé LUCAS K. RDSS n°6, novembre-décembre 2010, p.1077
- L'hospitalisation forcée NOGUELLO R. RDA n° 1, janvier 2011
- Décision n° 2010-71 QPC du Conseil constitutionnel ([lire](#)) et Projet de loi du 5 mai 2010 ([lire](#))

- Suicidal behaviour and suicide from the Clifton Suspension Bridge, Bristol and surrounding area in the UK: 1994-2003 BENNEWITH O. and al. Eur J Public Health 2011 21: 204-208
- Suicide and employment status during Ireland's Celtic Tiger economy CORCORAN P. and al. Eur J Public Health 2011 21: 209-214

Sécurité routière

- La sécurité routière en Midi-Pyrénées. Bilan 2009. Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement de Midi-Pyrénées. Observatoire Régional de la Sécurité Routière. 2010/10. ([voir](#))

Stress

- Stress et émotions, entre débordement et hyperprotection 3/10. CARILLO C. Soins, n° 754, avril 2011, PP. 61-62

Textes

- Décret n° 2011-387 du 12 avril 2011 portant modification de la composition et du fonctionnement de la Commission nationale contre les violences envers les femmes JORF n°0087 du 13 avril 2011 page texte n° 41
- Loi n° 2011-392 du 14 avril 2011 relative à la garde à vue
- INSTRUCTION N° DGOS/DSR/MISSION DES USAGERS/2011/139 du 13 avril 2011 relative à la conduite à tenir en cas de détention illégale de stupéfiants par un patient accueilli dans un établissement de santé.
- Prévention - traite des êtres humains - protection des victimes (J.O.U.E. du 15 avril 2011) : Directive n° 2011/36/UE du 5 avril 2011 du Parlement européen et du Conseil concernant la protection de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène ainsi que la protection des victimes et remplaçant la décision-cadre 2002/629/JAI du Conseil.
- Circulaire du 28 décembre 2010 relative à la mise en œuvre de la réforme de la médecine légale N°CRIM 10-30 - E6 -28/12/2010
- Circulaire du 2 mars 2011 relative à la mise en œuvre de la loi n°2010-1192 du 11 octobre 2010 interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public
- Mise en œuvre de la loi n° 2010-1192 du 11 octobre 2010 interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public ([lire](#))

Travail

- Rapport du collège d'expertise sur le suivi des risques psychosociaux au travail intitulé « Mesurer les facteurs psychosociaux de risque au travail pour les maîtriser » ([voir](#))
- Les droits de la femme enceinte au travail CHALTIEL F. Petites affiches, 6 janvier 2011, n° 4, p. 5
- Pénurie de médecins du travail et visites médicales obligatoires - Quelles responsabilités ? Quelles perspectives ? AMAUGER-LATTES M.-C. Droit social, n° 4, avril 2011, p. 351 et s.
- Psychosocial working conditions and exhaustion in a working population sample of Swedish middle-aged men and women Lindeberg S.-I. and al. Eur J Public Health 2011 21: 190-196
- Les risques psychosociaux au travail, les indicateurs disponibles, D.A.R.E.S. 2010 ([lire](#))
- Pathologies liées au travail vues par les travailleurs, D.A.R.E.S. 2010 ([lire](#))
- Santé et travail. Dossier. Revue de Droit Sanitaire et Social. n°4. 2010. 593-652.
- Burnout en psychiatrie : une expérience tunisienne HALAYEM-DHOUIB S., et al. Revue d'Epidémiologie et de Santé Publique. vol 58. n°6. 2010/12. 403-408.
- La santé au travail : une préoccupation multiforme pour les économistes BARNAY T., et al. Revue française des affaires sociales. n° 4. 2010/11-12 ([Résumé](#)).
- Comment des médecins hospitaliers apprécient leurs conditions de travail. Réponses aux questions ouvertes d'une enquête nationale, ESTRYN-BÉHAR M., et al. Revue française des affaires sociales. n° 4. 2010/11-12. ([Résumé](#)).
- Les seniors et les personnes âgées dans la société des services. Fondation Nationale de Gérontologie. Gérontologie et Société. n° 135. 2010/12.

Travail (suite)

- Prévention des risques psychosociaux - fiche pratique - Agence régionale pour l'amélioration des conditions de travail (ARACT) - Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail (CARSAT) (www.centre.aract.fr - Voir)
- Santé au travail, une obligation de sécurité de résultat DURAND R. Revue Droit, déontologie et soin, mars 2011, vol. 11, n° 1
- Décret n° 2011-385 du 11 avril 2011 pris par le Premier ministre tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de l'ordonnance n° 2010-18 du 7 janvier 2010 portant création d'une agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.
- Règlement n°328/2011/UE de la Commission du 5 avril 2011 et décision C(2011)2057 de la Commission du 5 avril 2011 portant application du règlement 1338/2008/CE du Parlement européen et du Conseil relatif aux statistiques communautaires de la santé publique et de la santé et de la sécurité au travail, en ce qui concerne les statistiques sur les causes de décès.
- Règlement (UE) n° 349/2011 de la Commission du 11 avril 2011 portant application du règlement (CE) n° 1338/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif aux statistiques communautaires de la santé publique et de la santé et de la sécurité au travail, en ce qui concerne les statistiques sur les accidents du travail.

Violences sexuelles

- Le viol, aspects sociologiques d'un crime, une étude de viols jugés en Cour d'Assises LE GOAZIOU Edition La documentation Française, 2011, 216 p.
- CHIARAMELLO S., CYR M., HEBERT M., BOUCHER S. (2011). Implications du pardon dans les situations d'agressions sexuelles In TARDIF M. (Éd.), L'agression sexuelle : Transformations et paradoxes, CIFAS 2009. Textes choisis, (pp. 25-36). Montréal : Cifas-Institut Philippe-Pinel ([lire](#))
- Le Monde 11 février 2011 : Point de vue : Une éthique de la connaissance appliquée aux auteurs d'agressions sexuelles (ITW de Serge Stoléru, psychiatre, Sophie Baron-Laforet, psychiatre, et Christian Hervé, professeur de médecine légale et de droit de la santé ([Voir](#)))
- Evaluation des taux de récurrence des Auteurs d'Infractions à Caractère Sexuel (AICS) suivis au sein d'équipes de santé spécialisées en Région Wallonne PHAM T, DUCRO C, PIHET B. and al. Journal de médecine légale, Vol (53) n°4-5, 2010, PP. 167-178
- Prise en charge des victimes d'agressions sexuelles: exemple genevois LA HARPE, R., VLASTOS AT. Journal de médecine légale, Vol (53) n°4-5, 2010, PP. 219-221

Violences urbaines

- Violence in the City - Understanding and Supporting Community Responses to Urban Violence The International Bank for Reconstruction and Development /The World Bank 2011 Available online PDF [347p.] at: <http://bit.ly/eXvEk6>

CORRESPONDANCE

RESEAU PRÉVIOS

Service de médecine légale
Faculté de médecine Toulouse Purpan
37 allées Jules Guesde
31073 Toulouse Cedex
Tél. 05 61 14 56 13 (répondeur)
Tél. 06.38.26.78.22
Fax. 05.31.60.38.10
Courriel : preventionviolence@yahoo.fr

POUR MIEUX SE CONNAITRE

Le réseau dispose d'une **fiche adhérent** à retourner. Ce formulaire indiquera aux membres du réseau vos spécificités. Pour recevoir ce formulaire sur support informatisé : preventionviolence@yahoo.fr.

POUR ADHERER AU RESEAU PRÉVIOS

L'adhésion au réseau PRÉVIOS est fixée pour les personnes physiques à 10 euros et pour les personnes morales à 30 euros. La cotisation est gratuite pour les personnes sans emploi, les étudiants, et les personnes retraitées. Les adhésions sont à adresser à : « Réseau PRÉVIOS chez Mme Béatrice LE NIR 6 rue Pétrarque 31000 TOULOUSE ».

✂ -----

DEMANDE DE COTISATION - ASSOCIATION PREVIOS pour l'année 2011

Destinataire : Mme LE NIR, Trésorière de PREVIOS, 6 rue Pétrarque 31000 Toulouse

NOM :

Prénom :

Adresse :

Tél.

Fax.

Institution :

Courriel :

Montant : 10 € (adhésion individuelle 2011)
 30 € (adhésion collective 2011)
 0 € (adhésion étudiant & personne en recherche d'emploi)*
 € (adhésion 2011 + don)
 € (don)

Date et Signature

- Chèque bancaire (joint) :
- C.C.P. (joint) :

**justificatif ci-joint*

Vous souhaitez participer à la rédaction de cette lettre :
Courriel : assocprevios.secretariat@yahoo.fr